

BRÈVES SECTORIELLES Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 26 janvier 2024

Le chiffre de la semaine

LE CHIFFRE A RETENIR

23,7Md£

d'investissements ont été annoncés dans le
secteur automobile en 2023

Selon les chiffres [publiés](#) par la fédération d'entreprises du secteur automobile SMMT, 23,7Md£ d'investissements dans le secteur automobile ont été annoncés en 2023. Jaguar-Land Rover a notamment fait part de son intention d'investir 15Md£ sur les cinq prochaines années dans l'électrification de sa gamme et les technologies numériques et de conduite autonome.

Energie-climat

Précarité énergétique : 2 millions de personnes pourraient être privées de gaz et d'électricité

Selon l'ONG [Citizens Advice](#), deux millions de personnes disposant de compteurs pré-payés pourraient se voir couper le gaz et l'électricité faute de pouvoir régler leurs factures. D'après leur dernière enquête, 1,7 millions de personnes ont été privées d'énergies au moins une fois par mois au cours de l'année 2023, dont 800 000 pour une durée de plus de 24 heures.

Dans le même temps, l'entreprise *Outra* indique que 465 000 ménages supplémentaires sont passés en situation de précarité énergétique en janvier du fait de la hausse du *price cap* de l'Ofgem sur les factures d'énergie, soit une hausse de 12 % par rapport à octobre 2023. 4,29 millions de personnes sont aujourd'hui en situation de précarité énergétique au Royaume-Uni.

Nucléaire – Hinkley Point C – Dans un [communiqué](#), le groupe EDF a une nouvelle fois repoussé la date de mise en service de la centrale d'Hinkley Point C prévue en 2027 jusqu'à présent : la centrale sera désormais prête en 2029 au plus tôt, voire 2031 dans un scénario adverse. Le coût du projet est également revu à la hausse avec une estimation de 31 à 35 Md£₂₀₁₅ pour un budget initial de 18 Md£.

Nucléaire – Sizewell C - Dans le même temps, le gouvernement britannique a annoncé un investissement supplémentaire de 800 M£ dans le projet de centrale de Sizewell C, portant à 2,5 Md£ l'investissement de l'Etat jusqu'à présent.

Un groupe d'économistes de la LSE et de l'Université de Cambridge estiment à 26 Md£ par an le besoin d'investissements publics supplémentaires pour la transition

Dans un [rapport](#), un groupe d'experts de la LSE et de l'Université de Cambridge piloté par l'économiste Lord Nicholas Stern estime que le gouvernement devrait investir 26 Md£ supplémentaires par an pour lutter contre le réchauffement climatique et enrayer la dégradation de l'environnement. Ces investissements publics pourraient stimuler l'investissement privé par la même occasion et porter l'investissement total à 77 Md£ par an, soit 3 % du PIB. Ils recommandent d'investir dans tous les secteurs : énergie, transport, logement, industrie, agriculture, traitement des déchets. Selon eux, la persistance d'un sous-investissement public et de barrières à l'investissement privé conduiront à une stagnation prolongée, tandis que trop d'investissements sont réalisés sans être alignés avec l'objectif d'atteindre la neutralité carbone, que ce soit dans la production d'hydrocarbures ou de la construction de bâtiments peu performants énergétiquement.

Environnement

« Biodiversity Net Gain » : l'entrée en vigueur est reportée au 12 février

Alors qu'elle devait entrer en vigueur en Angleterre en novembre 2023 puis en janvier 2024, le gouvernement a annoncé reporter au 12 février l'entrée en vigueur de la règle du « [biodiversity net gain](#) » qui impose aux promoteurs immobiliers et développeurs de projets industriels ou d'infrastructure d'augmenter de 10 % net la biodiversité aux alentours de leurs nouveaux projets. Seront d'abord concernés les « grands projets » couvrant au minimum 0,5 hectares

et 10 maisons pour les projets résidentiels ou 1 000 m² ou 1 hectare pour les développements tertiaires, tandis que la règle s'appliquera aux « petits projets » à partir du 2 avril 2024. Les projets d'infrastructure d'intérêt national seront concernés à partir de 2025. Le gouvernement a prévu une enveloppe de 15 M£ pour accompagner les autorités locales, qui seront chargées de la mise en œuvre de ces règles en tant qu'autorités de planification.

Transports

Le *Department for Transport* accorde 33M£ de financements à des projets de décarbonation du transport maritime et fluvial

33M£ de financements ont été accordés par le *Department for Transport* à des projets de décarbonation des ports et des dessertes maritimes et fluviales, dans le cadre d'un nouvel appel à projets de la *Clean Maritime Demonstration Competition*. Les financements doivent permettre la réalisation d'études de faisabilité et de tests visant à évaluer la viabilité des projets—dont un projet de fabrication d'un bateau fluvial électrique et un projet de développement de stations de recharge électrique *offshore*.

Ferroviaire – *Govia Thameslink Railway* (GTR), opérateur ferroviaire issu d'une coentreprise entre Keolis et le britannique Go-Ahead, a [annoncé](#) le retrait progressif de ses 17 rames diesel en service sur une ligne non-électrifiée dans le sud-est de l'Angleterre. Les rames seront retirées à leur arrivée en fin de vie, et GTR étudie leur remplacement par des rames à batterie électrique ou à hydrogène, ainsi que la possibilité d'électrifier la ligne. Cet engagement s'inscrit dans le cadre de la stratégie de décarbonation publiée le 24 janvier par GTR, qui est le plus grand opérateur ferroviaire du R-U.

Industrie

La production automobile britannique a progressé de 17% en 2023

La production de véhicules au Royaume-Uni a atteint 1 025 474 unités en 2023 (905 117 voitures et 120 357 utilitaires), [selon](#) la *Society of Motor Manufacturers and Traders* (SMMT). La production a augmenté de 17 % par rapport à l'année précédente, SMMT citant notamment l'atténuation des difficultés d'approvisionnement et l'augmentation de la production de modèles électrifiés. 2023 a ainsi été la première année depuis 2019 au cours de laquelle la production britannique a dépassé 1M de véhicules produits. La production de véhicules électriques a augmenté de 48%.

Le plus grand producteur de véhicules (hors utilitaires) au R-U en 2023 a été Nissan, avec 324 000 unités produites dans son usine de Sunderland, le deuxième producteur étant Jaguar-Land Rover.

Manufacturer change	Model range	Location	2022	2023	%
Nissan	Juke, LEAF, Qashqai	Sunderland	238,329	324,893	36.3%
Jaguar Land Rover	F-type, F-Pace, XE, XF, Discovery Sport, Range Rover Evoque, Range Rover, Range Rover Sport, Range Rover Velar	Castle Bromwich / Halewood / Solihull	202,788	238,422	17.6%
MINI	MINI, MINI Clubman	Oxford	186,222	184,996	-0.7%
Toyota*	Corolla, Swace	Burnaston-Derby	105,590	122,193	15.7%
Bentley	Bentayga, Continental Flying Spur	Crewe	15,639	12,859	-17.8%
Others †			16,936	21,754	28.4%
All makes			775,014 ‡	905,117	16.8%

* includes Suzuki product manufactured at Toyota Burnaston

† includes Aston Martin, Caterham, LEVC, Lotus, McLaren, Morgan and Rolls Royce

‡ includes Vauxhall, Citroen and Peugeot products made in 2022 (9,510)

Source : SMMT

SMMT rappelle également que 23,7 Md£ d'investissements ont été annoncés dans le secteur automobile au cours de l'année, « soit davantage que le total des investissements annoncés au cours des 7 années précédentes ». Jaguar-Land Rover a ainsi annoncé 15Md£ d'investissement dans ses usines britanniques sur 5 ans et Nissan et BMW ont annoncé des investissements respectifs de 2Md£ et 600M£ dans leurs usines d'Oxford et de Sunderland, tous deux soutenus par le gouvernement.

Selon SMMT, ces investissements démontrent un regain d'attractivité du R-U, même s'ils visent le maintien de la production de sites existants au R-U et non l'augmentation de capacités de production ou l'implantation de nouveaux sites. Le R-U doit ainsi encore "rattraper" ses rivaux européens, qui restent en avance dans des domaines critiques tels que le développement d'usines de batteries.

Les priorités pour ce faire sont la réduction du coût de l'énergie et la mise en place d'incitations fiscales supplémentaires à l'investissement.

Le gouvernement accorde un financement de 6M£ à des projets pilotes de décarbonation de petits centres industriels

Le gouvernement [accorde](#) un financement de 6M£ à 12 projets visant à réduire les émissions de petits centres industriels, notamment des clusters industriels ruraux, dans le cadre de la *Local Industrial Decarbonisation Plans Competition*. Les projets sont situés en dehors des grandes zones industrielles du Royaume-Uni et doivent

permettre d'évaluer des approches de décarbonation industrielle qui pourraient être adoptées par des sites situés en dehors des principaux clusters industriels du pays, qui représentent environ 55 % des émissions industrielles britanniques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie), Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr